

L'autorisation de travail est présentée sans délai à toute demande des autorités mentionnées à l'article [L. 8271-17](#).

Section 7 : Inscription sur la liste des demandeurs d'emploi

R. 5221-47

DÉCRET n°2015-1264 du 9 octobre 2015 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour demander son inscription sur la liste des demandeurs d'emploi, le travailleur étranger doit satisfaire aux conditions d'inscription prévues par la section 1 du chapitre premier du titre premier du livre IV, et notamment à celles mentionnées aux articles [R. 5411-2](#) et [R. 5411-3](#) et au 5° de l'article [R. 5411-6](#) relatives à la justification de la régularité de sa situation au regard des dispositions qui réglementent l'exercice d'activités professionnelles par les étrangers.

[service-public.fr](#)

- > Chômage : inscription à Pôle emploi : Inscription sur la liste des demandeurs d'emploi des travailleurs étrangers
- > Quel justificatif fournir pour s'inscrire à Pôle emploi ? : Inscription sur la liste des demandeurs d'emploi

R. 5221-48

Décret n°2021-360 du 31 mars 2021 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour être inscrit sur la liste des demandeurs d'emploi, le travailleur étranger doit être titulaire de l'un des documents et titres de séjour suivants :

1° La carte de résident délivrée en application du 5° de l'article [L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile](#) ou la carte de résident portant la mention “ carte de résident de longue durée-UE ” délivrée en application du 6° de l'article [L. 411-1](#) de ce code ;

2° La carte de séjour temporaire ou pluriannuelle portant la mention “ vie privée et familiale ”, délivrée en application des articles [L. 423-1](#), [L. 423-2](#), [L. 423-7](#), [L. 423-13](#), [L. 423-14](#), [L. 423-15](#), [L. 423-21](#), [L. 423-22](#), [L. 423-23](#), [L. 425-1](#), [L. 425-6](#), [L. 425-9](#), [L. 426-5](#), [L. 433-4](#), [L. 433-5](#) et [L. 433-6](#) de ce code, ou le visa de long séjour valant titre de séjour mentionné aux 6° et 15° de l'article [R. 431-16](#) de ce code ;

3° La carte de séjour temporaire portant la mention “ vie privée et familiale ”, délivrée en application du I de l'article [L. 426-12](#) du même code autorisant son titulaire à travailler à partir de la deuxième année suivant sa délivrance, ou en application de l'article [L. 426-13](#) de ce code autorisant son titulaire à travailler à condition qu'il séjourne en France depuis au moins un an ;

4° La carte de séjour portant la mention “ passeport talent ” délivrée en application des articles [L. 421-9](#), [L. 421-11](#), [L. 421-13](#), [L. 421-14](#), [L. 421-15](#), [L. 421-20](#) et [L. 421-21](#) de ce code ou la carte de séjour portant la mention “ passeport talent (famille) ” délivrée en application des articles [L. 421-22](#), [L. 421-23](#) et [L. 422-13](#) de ce code, ainsi que le visa de long séjour valant titre de séjour correspondant à ces motifs de séjour ;

5° La carte de séjour portant la mention “ salarié détaché ICT (famille) ” ou “ salarié détaché mobile ICT (famille) ”, délivrée en application des articles [L. 421-28](#) et [L. 421-29](#) de ce code, ou le visa de long séjour valant titre de séjour mentionné au 11° de l'article [R. 431-16](#) de ce code, dès lors que son titulaire a acquis un droit à l'allocation chômage ;

6° La carte de séjour temporaire portant la mention “ stagiaire ICT (famille) ” délivrée en application du deuxième alinéa du I de l'article [L. 421-32](#) de ce code, ou le visa de long séjour valant titre de séjour mentionné au 12° de l'article [R. 431-16](#) du même code, dès lors que son titulaire a acquis un droit à l'allocation chômage ;

7° La carte de séjour pluriannuelle portant la mention “ salarié ” délivrée en application de l'article [L. 433-4](#) du même code ;

8° La carte de séjour temporaire portant la mention “ salarié ”, délivrée en application de l'article [L. 421-1](#) du même code ou le visa de long séjour valant titre de séjour mentionné au 7° de l'article [R. 431-16](#) du même code, accompagnée de l'autorisation de travail ;

9° La carte de séjour délivrée en application de l'article [L. 233-4](#) du même code au ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne soumis à des mesures transitoires par son traité d'adhésion, ou la carte de séjour